



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 20/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BARBAT RECYCLAGE**

15 rue Léon Fournier  
BP 172  
41000 Blois

Références : VAT20250081

Code AIOT : 0010004922

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement BARBAT RECYCLAGE implanté 15 rue Léon Fournier BP 172 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARBAT RECYCLAGE
- 15 rue Léon Fournier BP 172 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société BARBAT RECYCLAGE résident dans la récupération de matériaux recyclables et le transit de déchets industriels banals.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 VHU
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 8.1.71.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
9	Tri des D3E	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	Maîtrise des incendies - Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II	/	Demande d'action corrective	60 jours
14	Maîtrise des incendies - Information et formation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
16	Entreposage des VHU avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	/	Demande d'action corrective	60 jours
19	Entreposage des VHU accidentés avant dépollution - Stockage batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	/	Demande d'action corrective	60 jours
22	Obligations de marquage des PIEC	Code de l'environnement du 18/02/2025,	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	(pièces issues de l'économie circulaire)	article R. 543-155-3			
23	Filière REP - Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 18/02/2025, article L. 541-10-26	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
25	Registre de police	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Demande d'action corrective	60 jours
26	Trackdéchets	Code de l'environnement du 18/02/2025, article R. 541-45	/	Demande d'action corrective	60 jours
28	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.IV	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Eau	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.6.2.1.	Susceptible de suites	Sans objet
5	Eau - Débit rejeté	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.5	/	Sans objet
6	Eau - Rejets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.9	/	Sans objet
7	Batteries	AP Complémentaire	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 29/09/2021, article 2		
8	Métaux non ferreux	AP Complémentaire du 29/09/2021, article 2	/	Sans objet
11	Maîtrise des incendies - Moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II	/	Sans objet
12	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
17	Entreposage des VHU avant dépollution - Durée	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	/	Sans objet
18	Entreposage des VHU avant dépollution - Enlèvement batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	/	Sans objet
20	Dépollution, démontage et découpage - Aire de dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Sans objet
21	Dépollution, démontage et découpage - Habilitation personnel	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Sans objet
24	Filière REP - Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 18/02/2025, article R. 543-155 (II)	/	Sans objet
27	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 8.1.71.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information préalable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/02/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/05/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet</p>
<b>Constats :</b> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté deux fiches d'information préalable à l'admission.</p> <p>La fiche d'information préalable à l'admission de la société BARAT PARAMET/CONTRES comporte la dénomination du déchet "emballages plastiques souillés déclassés", le code déchet 15 01 10* et la quantité annoncée : 1 tonne.</p> <p>La fiche d'information préalable à l'admission de la société CASSE AUTO BRA/ comporte la dénomination du déchet "platinage", le code déchet 20 01 40 et la quantité annoncée : 5 tonnes. S'agissant de déchets provenant d'une installation de gestion des déchets, le code déchet aurait dû être 19 12 02.</p> <p><b>Le code déchet mentionné sur la fiche d'information préalable à l'admission de la société CASSE AUTO BRA ne correspond pas à l'activité ayant généré le déchet.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/02/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>

- date d'échéance qui a été retenue : 01/05/2022

#### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet,
- la dénomination usuelle du déchet, le code du déchet sortant,
- la quantité de déchet sortant en tonne ou ne m<sup>3</sup>,
- [...]
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié,
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement.[...]

#### **Constats :**

Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets sortants au titre de l'année 2025. Le code du traitement final et la qualification du traitement final des déchets éliminés chez SUEZ à Villeherviers ont été corrigés, le code du traitement final est bien D5 et la qualification du traitement final est bien "mise en décharge".

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Admission des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets sortants

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/02/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 01/05/2022

#### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet,
- la dénomination usuelle du déchet, le code du déchet sortant,
- la quantité de déchet sortant en tonne ou ne m<sup>3</sup>,
- [...]
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est

<ul style="list-style-type: none"> <li>expédié,</li> <li>la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement,</li> <li>le cas échéant, numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD) [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets sortants au titre de l'année 2025. Pour deux expéditions de déchets, les noms et les adresses des installations vers lesquelles sont expédiés les déchets sont présents. Pour chaque expédition, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD) est mentionné.</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.6.2.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des points de contrôle</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 10/02/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 01/05/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides, repéré n°2, est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants,...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un débitmètre sur le rejet des effluents liquides repéré n°2 (eaux pluviales susceptibles d'être polluées+eaux de lavage).</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Eau - Débit rejeté

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure du débit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Point de rejet N°2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débit maximal journalier : 432 m3/j</li> <li>- débit maximum horaire : 18 m3/h</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le débit horaire des effluents rejetés au repère n°2 s'élève à 2 m³/h. L'exploitant a précisé que les effluents étaient rejetés en continu. Le débit maximal journalier à ce repère s'élève à 48 m³/jour.  <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Eau - Rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)
DCO	300	129
DBO5	100	43
MES	35	15
P	2	0,86
N	15	6,4
HCT	5	2,16
Cd	0,2	0,086
Cr	0,1	0,043
Cu	0,5	0,216
Hg	0,05	0,0216
Ni	0,5	0,216
Zn	2	0,86
Fe+Al	5	2,16
Pb	0,5	0,216

<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées au point de rejet n°2 par le laboratoire départemental du Loir-et-Cher. L'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral préfectoral du 9 août 2006 a été analysé. Pour l'ensemble des paramètres, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral précité ne sont pas dépassées. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Batteries

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Quantité maximale
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité maximale de batteries collectées est fixée à 1800 t/an
<b>Constats :</b>  Au titre de l'année 2023, 958,684 tonnes de batteries ont été collectées et au titre de l'année 2024, 955,162 tonnes de batteries ont été collectées, soient des quantités inférieures à la quantité maximale fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2021. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Métaux non ferreux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Quantité maximale
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité maximale entreposée de métaux non ferreux est fixée à 800 tonnes.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, la quantité de métaux non ferreux entreposés sur le site s'élève à 480,354 tonnes, soit une quantité inférieure à la quantité maximale fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2021. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Tri des D3E

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparation des D3E et autres déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé qu'il était susceptible de recevoir des déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium lors de la réception de déchets en mélange provenant par exemple de déchetteries. <b>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium ne sont pas séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception sur le site.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 10 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Plan de défense contre l'incendie.  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.  Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.  Il comprend au minimum :  - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le

cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### Constats :

L'exploitant a présenté le plan de défense contre l'incendie. Celui-ci comporte l'ensemble des items listés à l'article 21 I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 à l'**exception des éléments suivants** :

- les emplacements des interrupteurs centraux ne sont pas indiqués,
- le tableau des incompatibilités entre les différents produits n'est pas accessible, notamment en cas de coupure d'électricité,
- la justification des compétences du personnel susceptible en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

**Le plan de défense contre l'incendie est incomplet.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 11 : Maîtrise des incendies - Moyen d'alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Maîtrise des incendies.  L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.  .
<b>Constats :</b>  L'exploitant est en mesure d'alerter les services d'incendie et de secours par téléphone. Il a également précisé que l'alarme incendie est reliée par télésurveillance à la société SPO Système 24h/24 qui effectue une levée de doutes avant toute intervention des services d'incendie et de secours. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place.[...]
<b>Constats :</b>  Le site est équipé de cinq robinets d'incendie armés et de 70 extincteurs. Ces équipements ont fait l'objet d'une vérification par la société ABC le 15 mai 2024. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Maîtrise des incendies - Exercice de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice de défense
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas organisé un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 14 : Maîtrise des incendies - Information et formation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information et formation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que l'information sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et la formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention des différents opérateurs seront réalisées par la société SCHUBB.</p> <p><b>Absence de l'information sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et la formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention des différents opérateurs du site.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 15 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification par l'APAVE le 11 juillet 2024. Le Q18 présenté par l'exploitant mentionne que les installations ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a présenté le contrôle électrique par thermographie infrarouge (Q19) des installations réalisé par la société ACANTHE le 29 mars 2023. Ce document mentionne une non-conformité de priorité 1 : au niveau du local presse/cisaille/ armoire machine/ défaut fusible 2. L'exploitant a passé commande auprès de la société ACANTHE le 22 janvier 2025 pour un contrôle électrique par thermographie infrarouge.  <b>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les travaux permettant de lever la non-conformité relevée lors du contrôle électrique par thermographie infrarouge ont été réalisés.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 16 : Entreposage des VHU avant dépollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans

<p>une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p> <p>La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que, ponctuellement des véhicules hors d'usage accidentés pouvaient être réceptionnés sur son site.</p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas d'une aire spécifique et identifiable, imperméable et munie de rétentions.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 17 : Entreposage des VHU avant dépollution - Durée**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le registre "VHU" au titre de l'année 2024. L'ensemble des véhicules terrestres hors d'usage réceptionnés sur le site en 2024 ont été entreposés moins de six mois. Entre la date de réception du véhicule sur le site et sa dépollution, la durée d'entreposage est d'environ un mois en moyenne.</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Entreposage des VHU avant dépollution - Enlèvement batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Enlèvement batteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes : - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;  - pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a demandé à la personne en charge de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage comment il procédait à l'arrivée d'un véhicule hors d'usage sur le site. Celle-ci a précisé que la batterie était déconnectée et retirée du véhicule dès réception. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Entreposage des VHU accidentés avant dépollution - Stockage batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage batteries VHU accidentés
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que le site dispose d'un caisson étanche où sont stockées les batteries des véhicules hors d'usage. <b>L'exploitant ne dispose pas d'un stockage spécifique pour les batteries issues des véhicules hors d'usage accidentés.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

**N° 20 : Dépollution, démontage et découpage - Aire de dépollution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42

**Thème(s) :** Risques chroniques, Aire de dépollution

**Prescription contrôlée :**

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté que l'aire de dépollution est située dans un hangar ouvert et abrité des intempéries.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 21 : Dépollution, démontage et découpage - Habilitation personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42

**Thème(s) :** Risques chroniques, Habilitation personnel

**Prescription contrôlée :**

Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'attestation d'aptitude (fluide frigorigène - Catégorie V) établie par la société PROTCLIM au nom de la personne en charge de la dépollution des véhicules hors d'usage sur le site. Cette attestation est à renouveler avant mars 2029. L'exploitant a également présenté l'attestation de capacité délivrée par la société CEMAFROID le 26 mars 2023 à la société BARBAT RECYCLAGE.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 22 : Obligations de marquage des PIEC (pièces issues de l'économie circulaire)**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/02/2025, article R. 543-155-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Marquage

**Prescription contrôlée :**

Toute pièce issue des opérations de démontage des véhicules hors d'usage réalisées par un centre VHU et répondant aux conditions prévues au II de l'article L. 541-4-3 fait l'objet d'un marquage approprié apposé par le centre VHU afin d'en assurer la traçabilité.

**Constats :**

<p>L'inspection des installations classées a constaté que chaque pièce (batteries, pots catalytiques, fluides,...) issue des opérations de démontage était stockée séparément dans des contenants spécifiques.</p> <p><b>Ces pièces ne font pas l'objet d'un marquage approprié afin d'en assurer leur traçabilité.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse au constat formulé, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 23 : Filière REP - Obligation de contractualisation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/02/2025, article L. 541-10-26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :</p> <p>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;</p> <p>2° La dépollution des véhicules ;</p> <p>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il n'avait pas encore passé de contrats avec un éco-organisme ou avec des systèmes individuels.</p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas de contrat avec un éco-organisme ou avec des systèmes individuels.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse au constat formulé, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 24 : Filière REP - Obligation de reprise sans frais**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/02/2025, article R. 543-155 (II)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées une facture relative à la reprise d'un véhicule hors d'usage d'un particulier. Sur ce document, il est indiqué un montant de 0 euro. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 25 : Registre de police**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage,</li><li>• le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage,</li><li>• le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage,</li><li>• la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li><li>• la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li><li>• le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li><li>• la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage,</li><li>• le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté les documents relatifs à la dépollution d'un véhicule hors d'usage réceptionné sur le site. L'exploitant dispose d'un document sur lequel sont mentionnés la date de réception du véhicule hors d'usage, l'immatriculation de ce véhicule ainsi que le nom et l'adresse de la personne expéditrice de ce véhicule. L'exploitant dispose également d'une fiche "opération de dépollution véhicules hors d'usage" sur

<p>laquelle sont reportés la nature de chaque déchet issu de la dépollution. La quantité de chaque déchet n'est pas indiquée sur cette fiche.</p> <p>Le registre des déchets sortants mentionne la date d'expédition du véhicule hors d'usage dépollué (le 3 décembre 2024) ainsi que le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué (société PAPREC ex MENUT à Saint Pierre des Corps).</p> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure de préciser la quantité de chaque déchet issu de la dépollution des véhicules hors d'usage.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse aux constat formulé, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classée un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 26 : Trackdéchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/02/2025, article R. 541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société BARBAT RECYCLAGE est inscrite dans Trackdéchets et émet un bordereau électronique dans cette application pour les déchets générés par les activités de son site. <b>Les véhicules hors d'usage réceptionnés sur le site ne disposent pas d'un bordereau de suivi VHU.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives au constat formulé, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 27 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que le site est équipé d'un portail de détection de la radioactivité. Le dernier contrôle a été effectué par la société SAPHYMO le 13 juin 2024. Un marquage sur le portail précise cette date. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 28 : Rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté la présence de plusieurs fissures et trous sur les zones où sont stockés les différents déchets. <b>Les zones de stockage des déchets ne sont pas totalement imperméabilisées et font état de plusieurs fissures et trous.</b>

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le bon de commande établi le 6 janvier 2025 auprès de la société CHAVIGNY TP pour la réfection d'environ 530 m <sup>2</sup> .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classée les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse au constat formulé, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours